

DISCOURS PRONONCÉ À LÉVIS, LE 1ER NOVEMBRE 1878, DÉFINISSANT LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT. (EXTRAITS.)

MESSIEURS,

Nous avons combattu avec courage et sincérité et nous vous apportons en ce moment le drapeau enlevé à l'ennemi. Ce drapeau, nous avons le droit de nous l'approprier, et je vous le présente comme celui du nouveau ministère : c'est un drapeau d'union, de conciliation, d'apaisement.

Il y a, Messieurs, un intérêt qui doit primer tous les intérêts de parti, comme tous nos intérêts personnels, c'est celui de l'état. Avant de savoir si le parti conservateur ou le parti libéral gouvernera la province, il importe de connaître si la province sera gouvernée avec intelligence et de manière à garantir à ses habitants la paix et la prospérité.

Je suis homme de parti ; je ne passe pas, du moins je le crois, pour reculer devant la lutte, sur quelque terrain qu'on me la présente ; mais je sais qu'avant tout il faut à la province un gouvernement capable d'administrer les affaires publiques.

Avons-nous eu ce gouvernement depuis que M. Joly est au pouvoir ?

Je laisse à tout homme de bonne foi de faire la réponse. Je vois dans cette assemblée un grand nombre de libéraux, mes adversaires d'hier, mes amis de demain, je l'espère. Or, je me trompe fort si les libéraux eux-mêmes n'ont pas regretté de voir M. Joly soutenu, la plupart du temps, par la seule voix de l'Orateur. Je comprends qu'ils n'aient pas proclamé sur les toits la peine qu'ils éprouvaient ; s'ils l'avaient fait, ils auraient peut-être manqué à leurs devoirs de bons partisans ; mais, quoi qu'il en soit, je crois que l'opinion générale du pays est qu'il n'était guère convenable pour M. Joly de garder le pouvoir dans de telles conditions.

Eh bien ! Messieurs, en ma qualité de chef du nouveau gouvernement, je fais appel à la bonne volonté de tous pour m'aider à fortifier une administration dont la seule ambition est de mettre fin au conflit dont nous sommes témoins depuis trop

## DISCOURS

---

longtemps et aux embarras financiers dont nous allions être les victimes.

J'ai fait le même appel à M. Pâquet, et j'ai trouvé en lui un homme disposé, comme moi, à étudier les affaires du pays avant celles du parti.

Ici, je touche un point délicat, et je sais que je marche sur un terrain brûlant; mais je désire m'expliquer très franchement devant vous. L'honorable M. Pâquet, en acceptant un portefeuille dans le ministère actuel, a-t-il trahi ses amis? Non, car je ne sache pas qu'il ait eu à faire l'abandon d'un principe ni d'un seul projet qui intéresse la province ou en particulier le comté qu'il représente.

Permettez-moi de vous le dire, Messieurs, l'empressement que l'on a mis à accuser M. Pâquet de trahison me fait plaisir dans un certain sens, car j'y trouve l'indice d'une réaction spontanée en matière politique. Le parti conservateur a été victime de la trahison. Nous en avons tous recueilli le triste fruit et l'opinion publique s'est émue à juste titre d'un état de choses où les promesses les plus sacrées finissaient par être considérées comme de vains mots. Loin de moi l'idée de réagir contre cette noble indignation, ma vie politique toute entière protesterait contre cette tentative de ma part, mais cependant, Messieurs, il ne faut pas confondre entre la trahison et le devoir.

Vous trahissez quand vous abandonnez lâchement des amis qui auraient raison de compter sur votre appui, vous trahissez lorsque vous frappez votre allié sans le mettre sur ses gardes.

Mais vous faites votre devoir lorsque, après avoir prêté main forte à vos alliés, après leur avoir donné le concours de toute votre énergie et de tout votre talent, vous en arrivez à leur donner des conseils et même à leur faire des remontrances, et lorsque ces remontrances sont mal reçues, lorsque vous êtes convaincu que l'intérêt public réclame votre intervention active, vous accomplissez la dernière partie de votre devoir et, voilà, je le comprends, la chose pénible, en avertissant vos amis que le moment est venu de briser l'alliance. Voilà le devoir que l'honorable M. Pâquet a su accomplir dans l'intérêt public. Et je tiens à vous dire que pour accomplir ce devoir, il n'a eu à sacrifier aucun des principes qu'il a formulés devant vous avec la sincérité et l'éloquence que vous lui connaissez.

## DISCOURS

---

Je tiens également à vous dire que moi-même je n'aurais pas voulu demander à l'un des représentants du peuple d'entrer dans le gouvernement en sacrifiant des principes. J'ai tendu la main franchement à M. Pâquet et il m'a tendu la sienne avec la même franchise. Nous nous sommes entendus honnêtement sur les questions d'intérêt public telles que nous les comprenons l'un et l'autre.

Je dois vous dire qu'il m'a été difficile de décider M. Pâquet à accepter un portefeuille. Il comprenait comme moi la nécessité de former une administration qui, tout en sauvegardant les intérêts locaux, rétablirait l'équilibre dans notre budget. Mais il ne m'a pas caché qu'il savait que le parti libéral ou plutôt qu'une portion du parti libéral ne manquerait pas de le dénoncer et dans la presse et sur les hustings comme traître à son pays, et que ces dénonciations, quoique mal fondées, produiraient peut-être un certain effet dans un certain public et seraient par là même une cause de faiblesse pour le nouveau gouvernement.

Je le déclare, Messieurs, j'ai été, tout d'abord, frappé de cette réflexion de la part de M. Pâquet; j'ai respecté ce scrupule chez lui—mais il m'a semblé ensuite que je devais insister pour obtenir son concours dans la formation d'un ministère dont l'objet principal, dans ma pensée, était de réunir toutes les bonnes volontés pour ramener au milieu de nous la paix si profondément troublée par nos luttes.

M. Pâquet a cédé à mes instances et je suis persuadé qu'en cela il a obéi aux motifs les plus patriotiques. Je lui ai demandé de braver la calomnie et l'injure. Il y a consenti et il vient aujourd'hui soumettre sa conduite au verdict populaire, convaincu, comme je le suis moi-même, que la bonne pensée qui l'a animé trouvera un écho dans le cœur du peuple, et que dans le comté de Lévis, parmi les conservateurs comme parmi les libéraux, il y aura assez d'hommes bien pensants pour juger de sang-froid sa conduite et pour l'approuver.

Quant à moi, Messieurs, aux libéraux je dis : M. Pâquet n'a rien sacrifié, et aux conservateurs, je déclare que M. Pâquet est digne de travailler avec nous. Son talent, son honnêteté, sa droiture bien connus sont pour nous des garanties parfaites.

L'idée qui m'a inspiré en offrant un portefeuille à l'honorable

M. Pâquet a présidé également à la formation du cabinet tout entier. Vous dirai-je que ce cabinet est le meilleur possible? Non, puisque j'en suis moi-même; mais je vous affirme que tous les ministres sont des hommes de bonne volonté. Je vous dirai même tout naïvement que nous ne sommes pas des ambitieux. Chacun de nous était prêt à céder sa place à plus capable que lui; les circonstances seules nous ont imposé la mission que nous avons acceptée. Plusieurs hommes distingués qui font partie de la chambre ou qui en faisaient partie avant les dernières élections avaient, sans doute, plus de droits que nous à diriger les destinées de la province. Si je ne leur ai pas cédé ma place ou si je ne les ai pas associés à l'œuvre que j'ai entreprise, veuillez me croire que j'en suis peiné tout le premier.

Maintenant, Messieurs, vous vous attendez sans doute que je vous dise quel est le programme du nouveau gouvernement. Je suis prêt à répondre à votre attente dans une certaine mesure. Le gouvernement n'est formé que d'hier et je n'ai pu consulter mes collègues sur tous les détails; mais voici ce que je puis vous dire d'une manière générale.

Le gouvernement se propose un double but: d'abord, il nous faut courir au plus pressé, c'est-à-dire prendre les moyens les plus immédiats de mettre l'ordre dans nos finances; ensuite, il faut développer les ressources naturelles du pays, ce qui est un autre moyen de combler le trésor public.

Parmi les premiers moyens, je trouve ceux-ci:

- 1o Vendre le Chemin de fer du nord;
- 2o Formuler certaines réclamations contre le Gouvernement fédéral;
- 3o Liquidier le fonds d'emprunt municipal;
- 4o Diminuer les dépenses. Cette dernière promesse est tout à fait banale aux yeux d'un grand nombre depuis que la politique d'*économie* et de *retranchement* a été mise à la mode par mes honorables prédécesseurs. Ces derniers, en fait d'économie, avaient promis mer et monde; pour ma part, je vous dirai simplement: nous ferons ce que nous pourrons. Afin d'économiser, nous n'abolirons pas une place ici pour en créer deux là-bas; et même si nous enlevions au Procureur-général son secrétaire pour en donner un au Solliciteur-général, nous n'oserions pas demander aux journaux amis de proclamer que nous

## DISCOURS

---

avons sauvé la province de la banqueroute. Mais si nous trouvons quelques réformes à opérer dans le service public; si, en particulier, nous trouvons qu'il est possible de diminuer les dépenses du Conseil législatif, nous ne faillirons pas à notre devoir.

Quant aux moyens à prendre pour développer les ressources du pays, nous aurons à étudier les suivants entre autres :

- 1o Encourager la fabrication du sucre de betterave;
- 2o Encourager la fabrication du fromage;
- 3o Encourager l'exploitation de nos mines de phosphates;
- 4o Reviser les lois générales sur les mines;

Nous avons un système d'instruction publique qui, bien que n'étant pas encore parfait, a déjà donné des résultats étonnants. En conséquence, le gouvernement ne se propose pas de changer l'organisation actuelle, et il croit qu'en laissant cette organisation suivre son cours régulier, il contribue encore d'une manière certaine au développement des forces vives de la nation.

Voilà, Messieurs, notre programme dans ses lignes générales. Je crois qu'il répond aux vœux de la très grande majorité des électeurs de cette province.

---